

vos lois condamnent les mêmes délits. Et plus grave encore, non contentes de ne pas en appliquer certaines, comme celles condamnant le blasphème par exemple, qu'elles se refusent pourtant à retirer de leurs codes pénaux, vos nations policées en inventent régulièrement de nouvelles pour arriver au même résultat, ou pire encore». Pour mémoire, ce sont les motifs et les «attendus» de l'inculpation de Garaudy qui permettent aux Iraniens de justifier encore maintenant leur «fatwa» contre Rushdie.

De la nécessité du débat

La liberté d'expression ne concerne pas uniquement l'un ou l'autre «artiste» ou farfelu inconscient qui dirait des «choses pas convenables» (il n'avait qu'à se taire ou rester bien poli...), mais toute forme d'expression intellectuelle recouvrant aussi bien la liberté de la presse que l'édition en général, la création artistique, la critique philosophique, scientifique ou historique, en un mot, toute l'activité intellectuelle humaine, y compris la publicité et la propagande culturelle, religieuse ou politique par exemple.

Le débat sur ce sujet est nécessaire parce que, d'une manière insensible mais sûre, ceux qui interprètent les lois existantes et ceux qui en font de nouvelles, ont de plus en plus la fâcheuse tendance à réprimer les paroles ou les idées que l'on n'aime pas (démagogie oblige), qui nous dérangent ou qui nous choquent. Et cette tendance est encore accélérée parce que le bon peuple ne se bat pas pour défendre des gens qui lui déplaisent.

La notion d'État de droit laisse ainsi subrepticement la place à la dérive certaine vers le «politiquement correct», qui, du point de vue intellectuel ou théorique, est une absurdité. On est alors insensiblement amené à permettre et à promouvoir un mensonge politiquement correct et à réprimer une critique, peut-être pertinente, qui ne le serait pas. C'est, hélas, la situation que nous vivons déjà, et les exemples ne manquent pas.

Dans quelque domaine que ce soit, le moindre progrès ne peut s'accomplir que par la libre contradiction, par le débat public et ouvert. Aucune théorie, aucune idée, aucune hypothèse n'acquiert droit de cité si elle ne s'est affûtée contre ses détracteurs; c'est la résistance à la contradiction qui en affermit la validité.

Et cela vaut dans tous les sens; évidemment, il faut avoir le droit et la liberté de contredire le contradicteur...

La confiscation des débats au profit de «spécialistes» désignés et les vérités révélées des clercs, objets d'éloges de philosophes nouveaux, ont toujours été des outils efficaces aux mains d'États autoritaires. Le «politiquement correct» n'a jamais été une théorie valable de la connaissance, et encore moins une source de création artistique.

Rien de ce qui concerne la vie de l'homme dans la société ne saurait être étranger à la laïcité, et parmi tous les problèmes rencontrés, celui de la liberté d'expression n'est pas le moindre. Il est devenu indispensable que le mouvement laïque puisse tenir un débat de fond sur la question, non pas pour produire un catéchisme décrétant ce qui est bon ou mauvais à exprimer, ou «politiquement correct», mais plutôt, et surtout, pour chercher à maintenir une certaine cohérence dans le discours global.

Ce débat sur la liberté d'expression est nécessaire aussi parce que le problème est complexe, et que de ce fait la confusion

s'installe rapidement et les passions prennent le dessus, même au sein du mouvement laïque.

«On peut donc tout faire?». Question naïve et spontanée, souvent entendue. Confusion biblique qui consiste à accorder au «verbe» une existence et une efficacité matérielle. Nous sommes bien nombreux à dire des choses que nous ne faisons pas, et plus nombreux encore à faire des choses que nous ne disons pas...

«Alors, on peut tout dire?». Un peu simpliste. «Tout» recouvre l'expression de nos doutes, réflexions, critiques, souhaits, impressions, sentiments, envies, besoins, croyances, certitudes aussi bien que nos mensonges, calomnies, diffamations, médisances, insultes et injures ainsi que nos ordres ou injonctions.

Déblayer le terrain n'est pas aussi facile, les mots se recourent: dans quelle mesure émettre un doute sur la validité d'une croyance constitue-t-il une injure pour ce croyant? Mais à partir de quand y a-t-il injure? Être injurié est déplaisant, mais faut-il légiférer alors sur tout ce qui nous déplaît (et les autres alors?)

Aussi, jusqu'à quel point un souhait émis par un «supérieur» est-il un ordre?

«Mais il y a des mots qui tuent».

Le «cri qui tue» n'existe qu'au cinéma, il n'y a que les hommes pour tuer consciemment, lorsque les circonstances (leur intérêt) ou la loi le leur permettent, ou lorsqu'ils obéissent à un appel, à leurs convictions ou à un ordre. Et ici le débat prend une autre dimension: dans quelle mesure sommes-nous responsables en obéissant à un ordre criminel ou à une conviction, religieuse par exemple?

La loi punit l'appel au meurtre, mais l'applique-t-on toujours? Calomnie, diffamation et médisance sont déjà réprimées par la loi, mais pas à chaque fois. Faut-il faire plus de lois ou mieux appliquer celles qui existent?

«Mais je ne veux pas que mes enfants voient, lisent ou entendent des horreurs». Bien sûr, mais lesquelles? Ce qui est une horreur pour vous fait partie de l'éducation nécessaire des enfants de votre voisin. Alors on soulève un autre problème: qui a le droit d'éduquer les enfants? Les parents? L'État? L'Église? En vertu de quel droit? Ou bien chaque intervenant a-t-il sa spécificité? Qui la délimite? Et qui va leur apprendre la capacité d'analyse et le courage de l'esprit critique?

On le voit, la liberté d'expression peut recouvrir beaucoup de domaines. Et cette liberté n'est pas une chose facile: il faut apprendre à supporter celle de l'autre, mais ce ne sont pas des lois qui obligent au respect des idées et des convictions des «autres» qui nous l'enseigneront.

Il faut choisir: avoir le droit de contester les mensonges et les sottises de ces «autres» ou réprimer, et même tuer, au nom du respect de ses propres vérités, et, dès lors, accepter la réciprocité.

Les sociétés humaines sont nécessairement conflictuelles. La laïcité a encore de beaux jours devant elle: travailler à éviter que ces conflits ne débouchent sur la violence, la contrainte ou la répression. Il convient donc de mettre en lumière et de combattre les causes mêmes de cette violence et non pas d'évacuer simplement l'objet du conflit.

N'oublions jamais que même la mort ne tue pas les mots.

Johannès Robyn

Publié dans Espace de Libertés n°275 - novembre 1999

(*) Traduction du texte anglais par F. Tricaud, Éd. Sirey, 1971.

Blasphème: des perspectives différentes?

D'une manière générale, blasphémer ou se moquer de Dieu et de l'Église ne sont plus de ce temps, le blasphème étant davantage associé à un anticléricalisme suranné du XIXe siècle. Nous sommes un peuple civilisé: se moquer des sentiments religieux de quelqu'un est considéré au minimum comme un manque de politesse, une provocation inutile.

Nous savons qu'en tournant en dérision les sentiments religieux d'un autre, nous risquons de le blesser, de le vexer. Blasphémer et ridiculiser la religion catholique romaine est déplacé. La religion juive n'est plus la cible des railleries depuis plus de cinquante ans car cette attitude est tout à fait politiquement incorrecte.

Mais lorsqu'on se gausse de l'islam, lorsqu'Allah, le Prophète ou le Coran font l'objet d'une présentation grossière ou offensante, la situation est quelque peu différente. Il semble tout à coup être permis de le faire puisqu'on évoque, dans le cas contraire, la censure et la restriction de la liberté d'expression. Lorsque le 14 février 1989, l'ayatollah Khomeiny a jeté l'anathème (*fatwa*) sur le livre de Salman Rushdie *Les Versets Sataniques*, un mouvement de protestation a secoué l'Europe. La liberté d'expression artistique était foulée aux pieds. Où ces musulmans fanatiques puisaient-ils le droit de réduire la liberté d'expression au nom de leur religion? La réaction suscitée en Europe par l'affaire Rushdie et ensuite, par les difficultés rencontrées par Taslima Nasrin en raison du prétendu sacrilège commis dans ses livres, s'est apparentée à un rejet radical de cette forme d'intolérance religieuse et à un hymne à la valeur occidental-libérale par excellence de la liberté d'expression. Nombre d'auteurs européens et américains, de Prix Nobel, de philosophes et autres «meneurs d'opinions» ont pris la défense de Salman Rushdie et de Taslima Nasrin, et ont voué aux gémonies cette attaque perpétrée par le fanatisme musulman contre la liberté d'expression.

Apparemment, il y a deux poids, deux mesures. Le blasphème est considéré comme incorrect dans notre culture judéo-chrétienne, mais, à première vue, il doit être permis de blasphémer contre l'islam. En revanche, au moment où l'Europe a réagi contre la condamnation des *Versets Sataniques* de Rushdie, on s'imaginait qu'une mesure de censure fondée sur le blasphème était impensable en Europe. La liberté d'expression garantit en effet que chacun puisse exprimer son avis dans n'importe quel domaine, émettre des critiques sur la religion d'un autre, et même railler les idées et la religion d'autrui. Mais cette perspective est-elle conforme à la réalité? Ne peut-on imaginer que l'Europe censure ou sanctionne des opinions ou des formes artistiques qui doivent être considérées comme blasphématoires?

La jurisprudence de la Cour européenne de Strasbourg montre parfaitement que le blasphème n'a pas été sanctionné uniquement dans les périodes obscures de l'histoire européenne ou à quelques milliers de kilomètres à l'est de l'Europe. Cette jurisprudence montre clairement que le blasphème peut donner lieu aujourd'hui dans l'espace juridique européen profane, à des sanctions ou à des mesures de censure. Il est étonnant qu'il n'y ait pas eu en Europe de réaction virulente à cette situation.

L'Institut Otto Preminger contre l'Autriche

Le premier arrêt de la Cour européenne dans ce domaine remonte au 20 septembre 1994 et concerne la saisie du film du cinéaste allemand Werner Schroeter *«Le concile d'amour»* (1981), une adaptation cinématographique de la pièce de théâtre du même nom d'Oskar Panizza, écrite en 1894. À la fin du siècle dernier, cette pièce de théâtre avait valu à l'auteur des poursuites pénales du chef de blasphème. Le film commence par une référence au procès ouvert à l'époque contre Panizza. Puis suit, en guise d'illustration, la pièce de théâtre en question. Dans *«Le concile d'amour»*, Dieu le Père, la Vierge Marie et Jésus-Christ ont ourdi au Ciel, avec Satan, un complot contre l'humanité qui menait une vie dissolue. Dieu (le Père) est présenté sous les traits d'un homme vieux, sénile et blasphémateur. Marie fait des avances au diable. Dans une scène terrestre, le pape est représenté entouré de nonnes nues. Le film se termine par une scène de tribunal dans laquelle l'auteur de la pièce de théâtre, Oskar Panizza, est condamné, il y a donc cent ans, du chef de blasphème. L'ironie est évidente: un film qui veut mettre en question les poursuites pour cause de blasphème, fait lui-même l'objet de poursuites pour le même motif.

Le film a été saisi en Autriche sur plainte de l'évêque. Les cours et tribunaux autrichiens ont estimé que le film était blasphématoire et menaçait l'exercice de la liberté de culte en Autriche. La Cour européenne qui répond, en sa qualité d'instance judiciaire suprême, du contrôle du respect des droits



Taslima Nasreen et son livre *Lajja*: peut-on blasphémer contre l'islam?

de l'Homme en Europe, n'a pas vu dans la saisie et la confiscation du film une violation de la liberté d'expression. Selon la Cour, le film pouvait receler une menace pour la liberté de culte en Autriche. Plus précisément, elle a jugé que la saisie et la confiscation du film étaient «nécessaires dans une société démocratique», précisant que la religion catholique romaine est la religion «de l'immense majorité des Tyroliens». Selon la Cour, la programmation du film avait un caractère public, de sorte que l'annonce et le contenu du film pouvaient être blessants pour le public. Elle argumentait ensuite: «en saisissant le film, les autorités autrichiennes ont agi pour protéger la paix religieuse dans cette région et pour empêcher que certains se sentent attaqués dans leurs sentiments religieux de manière injustifiée et offensante».

Des critiques prudentes ont été formulées ici et là contre cet arrêt, mais elles ont été à peine entendues. Certains ont estimé qu'il s'agissait d'un «faux pas» de la Cour européenne, qui serait corrigé dans la future jurisprudence. Cette illusion a toutefois été réduite à néant lorsque, peu de temps après, la Cour européenne de Strasbourg s'est prononcée dans une nouvelle affaire de blasphème et de censure, *Un cas britannique*, qui concernait à nouveau un film jugé blasphématoire.

L'affaire Wingrove contre le Royaume-Uni

L'arrêt date du 25 novembre 1996 et porte sur une décision du Conseil britannique de classification cinématographique (*British Board of Film Classification - BBFC*). Celui-ci avait refusé d'accorder une licence pour la distribution du film vidéo *Visions of Ecstasy*, une production vidéo du cinéaste londonien Nigel Wingrove. Le court-métrage s'inspire de la vie de sainte Thérèse d'Avila (XVI^e siècle) et dévoile les fantasmes érotiques d'une jeune nonne avec, notamment, le personnage du Christ crucifié. Le BBFC refusait de délivrer une licence de distribution estimant que la diffusion publique de la vidéo risquait de blesser les sentiments de croyants chrétiens. Le *Video Appeals Committee (VAC)*, une forme d'instance d'appel pour la contrôle cinématographique, a confirmé le caractère blasphématoire du film et a refusé la classification. Cette décision a empêché la diffusion du film vidéo au Royaume-Uni. La Cour européenne n'a pas levé non plus cette mesure de censure.

Deux particularités caractérisent cet arrêt Wingrove. D'abord, il est curieux de noter que, pour une fois, la Cour européenne ne part pas de la formule standard dans laquelle elle souligne chaque fois que l'article 10 de la Convention européenne offre aussi une protection aux opinions et idées qui heurtent, choquent ou inquiètent, en faisant toujours référence à l'importance du pluralisme, de l'esprit d'ouverture et de tolérance qui caractérisent une société démocratique. Alors que ces principes constituent toujours le socle sur lequel la Cour bâtit son raisonnement pour apprécier «la nécessité dans une société démocratique» d'une immixtion incriminée de l'État, la Cour, dans l'arrêt Wingrove, met précisément l'accent sur le droit de tout un chacun de ne pas être blessé dans ses sentiments religieux.

Ensuite, il est étonnant que la Cour européenne des droits de l'Homme n'envisage pas les conséquences du fait que le blasphème au Royaume-Uni soit seulement sanctionné lorsqu'il porte sur la foi chrétienne et, plus précisément, sur la foi telle qu'elle est proclamée par l'Église anglicane. Dans une plainte contre *Les Versets Sataniques* de Salman Rushdie,

soumise en 1991 à la *Divisional Court*, le juge a décidé que le blasphème n'est punissable en Grande-Bretagne que s'il est dirigé contre le christianisme. La plainte déposée contre le livre de Salman Rushdie au motif qu'il blasphème l'islam a donc été rejetée parce que la loi britannique ne protège pas les autres religions. S'agissant d'une loi qui vise seulement à protéger certaines conceptions religieuses, la croyance chrétienne en l'espèce, et qui ne s'applique pas à l'égard d'autres conceptions religieuses, par exemple, la religion islamique, il est difficile de prétendre que cette loi est nécessaire dans une société démocratique, pluraliste. Dans le cas Wingrove, on a donc appliqué en fait une loi discriminatoire, ce qui est déjà contraire en soi à la Convention européenne qui assure en effet la jouissance des droits et des libertés, sans distinction aucune, fondée notamment sur la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions. Dans le cas d'une loi discriminatoire qui protège exclusivement une religion privilégiée, on peut difficilement soutenir que cette loi est nécessaire dans une société démocratique.

Deux arrêts contestables

Les mesures de censure contre ces deux films et l'application de la législation pénale pour cause de blasphème en Autriche, d'une part, et au Royaume-Uni, d'autre part, n'auraient certainement pas attiré l'attention en Belgique si les mesures de censure respectives n'avaient pas été soumises à la Cour européenne de Strasbourg. Le fait que la Cour ait jugé dans les deux cas que les mesures préventives contre ces films étaient «nécessaires dans une société démocratique», a conféré en effet une dimension européenne à ces mesures de censure. La norme suprême du droit européen en matière de liberté d'expression (artistique) – l'article 10 de la Convention européenne – et la plus haute juridiction compétente dans ce domaine – la Cour de Strasbourg –, ne s'opposent donc pas à pareille forme d'immixtion de l'État dans la liberté d'expression, fondée sur le droit pénal.

On a nettement l'impression qu'avec ces deux arrêts, la Cour européenne est aux antipodes du principe qu'elle n'a eu de cesse de proclamer dans d'autres arrêts en ce qui concerne la liberté d'expression et d'information en Europe, à savoir qu'il doit y avoir place pour des opinions et des informations qui peuvent être blessantes ou gênantes. Dans une autre jurisprudence de la Cour, celle-ci énonce même que la liberté d'expression implique aussi qu'elle peut être exercée avec une pointe d'excès ou de provocation. Dans le passé, la Cour européenne a toujours souligné que, sans le choc des idées, il n'y a pas de pluralisme, de tolérance et d'ouverture d'esprit. Et sans ces garanties, il n'y a pas non plus de société démocratique. Les deux arrêts de la Cour concernant la liberté d'expression et le blasphème sont vraiment très éloignés, tout compte fait, de cette perspective de base...

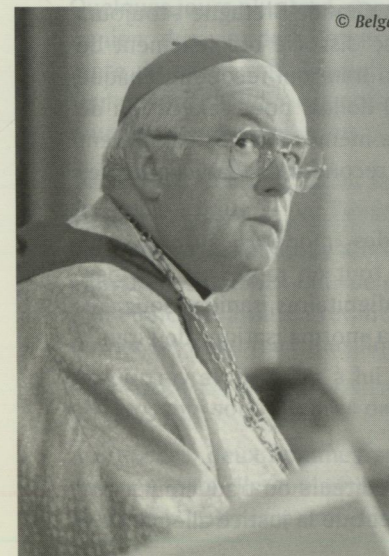
Dirk Voorhoof

Professeur à l'Université de Gand

(*) Cet article est la traduction d'une version abrégée de: D. Voorhoof, «De vrijheid van expressie en blasfemie. Enkele beschouwingen bij de jurisprudentie van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in verband met filmcensuur en godslastering», X., *Liber Amicorum Michel Hanotiau*, Bruxelles, Bruylant, 2000, 425-443. Voir aussi D. Voorhoof, «De vrijheid van kunstexpressie en blasfemie. Het Europees Hof in een dubieuze rol», *Samenleving en Politiek* 1997/4, 22-29.

L'Église belge veut-elle une loi contre le blasphème?

Sur le ton benoît, prudent et modéré qu'il affectionne, Mgr Danneels a fait récemment (1) une déclaration qui n'aura peut-être pas choqué le commun des lecteurs. Pourtant, cette fois, l'archevêque de Bruxelles-Malines paraît rejoindre son collègue de Paris et les cardinaux les plus proches de la nouvelle évangélisation et de l'aile «dure» du Vatican.



Le début de la déclaration est anodin. Mgr Danneels se lamente de ce que la religion soit devenue objet de commerce et que la publicité se serve d'elle. Benetton, c'est-à-dire plus exactement son photographe Toscani, est nommément désigné. L'une des publicités représentant un prêtre et une religieuse qui s'embrassent vient à l'esprit de chacun. Et «notre» cardinal d'enchaîner: «Quand je vois qu'un film de vampires fait sa pub par le slogan "Ceci est mon sang", je m'interroge si je ne dois pas réagir».

Réagir? Quel sens ce mot peut-il bien avoir? Protester par la parole ou l'écrit? Sans doute, mais c'est bien vain.

Si de telles formules ou des images irrévérencieuses étaient une contre-publicité, les annonceurs y auraient déjà renoncé. Alors les admonestations d'un prélat... Ne faisons pas l'innocent trop longtemps. Une partie de la prélature catholique fait campagne pour instituer en délit la dérision vis-à-vis des croyances chrétiennes et de personnages symboles comme Jésus ou le clergé, que paraissent impliquer à leurs yeux certaines publicités mais aussi certaines œuvres principalement cinématographiques destinées au grand public.

Le film de Scorsese, *La dernière tentation du christ*, projeté en 1989, est ici l'occasion d'une campagne de l'Église de France pour obtenir son interdiction. La position de Mgr Lustiger n'est un secret pour personne. Il suffit de lire le *Figaro* du 31 octobre 1991: «D'autres (publications) ont peut-être une intention plus idéologique lorsqu'elles caricaturent - par ignorance? - ce que croit l'Église et ce qu'elle enseigne. Elles tournent en ridicule, parfois jusqu'à la calomnie, ces hommes et ces femmes qui y ont engagé leur vie. Ou encore elles prennent pour objet de dérision le récit de la vie du christ et ses épisodes que l'iconographie a le plus popularisés. Cet irrespect d'autrui est une atteinte plus grave qu'il n'y paraît au pacte social de toute démocratie. De telles pratiques pourraient être passibles de tribunaux».

Voilà qui est clair et que ne dit certes pas aussi nettement Mgr Danneels. Pourtant, la suite de son argumentation est étrange et n'a guère de sens hors d'un cadre légal. Reprenons-en la suite immédiate: «Les Juifs l'auraient certainement fait, à juste titre». Que viennent faire les Juifs dans cette affaire? Ne feignons pas de croire que c'est une allusion déplacée à un lobby juif capable d'influencer la presse et la publicité. C'est une allusion à une loi et à une proposition de loi. Cette loi, c'est la loi dite «loi Moureaux» sur la répression du racisme et de l'antisémitisme. Le raisonnement de Mgr Danneels est ici tout à fait fallacieux. La loi Moureaux réprime – et c'est bien normal – les actes de racisme et d'antisémitisme et les incitations à les commettre. Rien à voir avec un blasphème, c'est-à-dire, pour les théologiens, un crime qui se commet contre la divinité par des paroles ou des sentiments qui choquent sa majesté ou les dogmes enseignés par la religion. La loi Moureaux protège le seul objet digne de protection: les hommes et les femmes victimes de l'antisémitisme et du racisme.

Dogme et hérésie

La proposition de loi est celle que la Chambre belge des députés vient d'adopter pour réprimer la négation ou la minimisation grossière – ainsi que l'apologie, ce qui est d'un

